

« UN PEU DE SUD DANS LE NORD » OU UN SYNDICAT EN CAMPAGNE

Comme certaines autres organisations syndicales, Sud Trésor met la défense des agents au cœur de ses préoccupations. Pour cela, les visites de postes, tâches ingrates pour les uns, faciles pour les autres, restent essentielles pour tous.

Sud Trésor, petite section dans le département, face à certains mammouths, a entrepris sa tournée des postes, voulue depuis longtemps, mais trop souvent remise face à l'ampleur de notre réseau (plus de 100 postes comptables persistent).

Sans cacher l'aspect électoraliste de cette action* aux quelques postes déjà visités, et à ceux qui suivront, ce contact avec les réalités des services, petits et grands, ruraux, péri-urbains et urbains, permet de mesurer à quel point les conditions de travail varient.



Dans notre département, pilote pour beaucoup de réformes, le paysage reste très varié entre les postes et services profitant d'espace et d'ergonomie, et ceux à qui tout cela est encore refusé. Sans nier le travail de réhabilitation des locaux entrepris depuis de nombreuses années, on ne peut ignorer, pourtant, les conditions de travail déplorables qui subsistent encore.

Les vieux bureaux surencombrés qui se chevauchent presque les uns à la suite des autres, cernés par les dossiers, archives, imprimantes et photocopieurs. Ces obstacles forcent les agents à enjamber leur siège afin de s'y installer. Les saisons font de surcroît ressentir leurs variations de températures. Le stress du travail et l'absentéisme qui en découle vous parachèvent un tableau guère reluisant, qu'on croirait révolu aux années 50. C'est le quotidien de Valenciennes Centre Hospitalier par exemple.

À côté, le Centre Prélèvement Service, le Centre National de Gestion des Concours, la RF Paierie Départementale bénéficient d'installation flambant neuves. L'Hôtel des Finances de Denain, où se côtoient la DSF et Denain Impôts, auxquels est venue se greffer la Trésorerie Municipale, profitent aussi de nouvelles conditions de travail. Ces vitrines administratives ne doivent pourtant pas éblouir. La communication ne suit pas forcément très bien l'avancée des dossiers. Les missions se définissent parfois sur un simple coup de fil, alors que les emplois promis ne suivent pas. Dès lors, les beaux bureaux manquent d'occupants, et bien sur les contribuables d'interlocuteurs !

* Note : les élections des représentants du personnel auront lieu le 4 décembre 2007

TRÉSOR PUBLIC & SERVICES FISCAUX MÊME COMBAT !

Les Hôtels des Finances et les Accueils Communs devraient être des points d'information et d'accueil pour les contribuables. Hélas, leurs implantations se font systématiquement dans des grands centres villes (de Roubaix à Hazebrouck en passant par Denain et Douai). Une des plus grosses structures, la Trésorerie du Grand Lille (comme on trouve des Grand Besançon, Grand Lyon...), regroupe déjà le recouvrement des Trésoreries de Lille Forum, Lille Cité, Mons en Baroeul. Les Impôts y regroupent les Recettes de Lille, Fives et Lomme. Même si le jeu de piste dans la Cité Administrative n'est pas définitif, les capacités de parking sont complètement négligées. Le contribuable est pourtant supposé être au cœur de nos préoccupations.

Pourquoi, dès lors, ne pas développer cette présence du service public en profitant du maillage Trésor ? Pourquoi ne pas implanter autant de Recettes des Impôts, afin de rendre réellement abordable ce Minéfi si froid et distant pour la majorité des Français ?

La réponse de M. LAMIOT, Directeur Général de la DGCP, à Sud Trésor, est qu'on ne va pas créer de nouvelles Recettes des Impôts.

On en conclut qu'on préfère fermer nos Trésoreries plutôt que de créer des emplois.

Notation La justesse injuste !

La 3^{ème} saison de la nouvelle notation finit de battre son plein. L'espoir de se voir enfin attribuer mieux qu'un 0,01, ou de garder un 0,02 s'effrite trop souvent face à l'enveloppe budgétaire, à la difficile compréhension du système, aux conséquences mal prises en compte par le notateur du premier degré, certes, mais aussi par notre administration, puisqu'on nous chuchote un possible abandon de ce système.

Le précédent système, avec ses notes scolaires sur 20, infantilisait. On disposait pourtant de ce repère pour l'évolution de sa carrière. Le changement de notateur ne risquait guère de changer la note (même si...). Aujourd'hui ce tantième, d'on ne sait trop quoi, apporte ou retire non seulement des mois dans l'avancement dans les échelons, mais aussi des chances pour passer au grade supérieur. Ainsi, l'agent le plus ancien n'est plus celui auquel va le bénéfice, mais bien celui qui aura les meilleurs points.

Pour ajouter à l'injustice profonde du système, les postes comptables ne bénéficient pas tous d'une enveloppe comparable. Selon les ans, si le Chef de Poste ne réagit pas assez vite (ou si il a eu la mauvaise idée de prendre ses congés au mauvais moment), certains cadres n'ont tout simplement pas de budget disponible. L'insuffisance des crédits alloués par la DGCP n'est pas innocente.

Le Sud qui n'en veut !

D'ici à Décembre 2007, Sud Trésor ne parviendra hélas pas à rencontrer tous les agents du département.

Si tous les postes méritent largement qu'on s'y intéresse, certains sont plus ou moins dans l'urgence et attirent plus particulièrement l'attention sur tel ou tel problème. Problème qui sera certainement commun à beaucoup d'autres agents et postes.

N'hésitez donc pas à contacter la section du Nord de Sud Trésor, afin que nous puissions planifier au mieux nos déplacements.

Contactez nous par téléphone (une permanence le lundi après-midi se met en place) au local syndical : 03.20.62.81.30, par mail : sudtresor.059@cp.finances.gouv.fr, ainsi qu'au poste de travail du Chef de Section (03.2062.41.18 - Vincent Delrue).

Nos informations sont disponibles sur le site national de Sud Trésor (Magellan/Les informations Syndicales).

PARTICIPATION AUX FRAIS DE TRANSPORTS

Le département du Nord n'est pas à la pointe, sur cette affaire là. Même si on veut bien convenir que les textes et instructions de la CP n'encouragent pas à la clarté et à la décision, plusieurs autres départements sont confrontés à l'application réelle de cette participation.

Il s'avère que cela concerne d'abord et principalement les abonnements annuels, dans le cas où votre prestataire propose plusieurs options. Ainsi pour la métropole lilloise, cela ne concernera pas les tickets mensuels et hebdomadaires de Transpole.

Si le prestataire ne propose pas d'abonnement annuel, mais un mensuel, celui-ci devrait être pris en compte.

Il arrive que le prestataire exige un règlement unique pour un abonnement annuel. Cela représente un investissement que tous les agents ne peuvent se permettre, surtout que le remboursement annoncé est mensualisé. Dans ces cas là, les directions locales devraient pouvoir négocier, mais rien n'est semble-t-il établi. On découvre au fur et à mesure des tentatives de mise en application.

La Direction nordiste a décidé de communiquer sur ce sujet lors des 2 journées intercatégorielles C et B, les 21 mai et 4 juin.

A la première de ces journées, il a été expliqué que ce remboursement, avec le problème des abonnements annuels et mensuels co-existant, ne devrait pas intervenir rapidement.

Il serait plus certainement plus simple de prendre pour base de remboursement le système annuel, quand il existe, et de laisser aux agents le choix de leur abonnement. Qu'advient-il des mois que certains ont déjà payé ?

En espérant que vous avez bien conservé vos billets et tickets.

CENTRES D'ENCAISSEMENT PAS FACILE DE S'Y RETROUVER

Le CE Lillois, comme ceux de Créteil et de Rennes, impose des conditions de travail particulières à ses agents.

Comme toutes les structures Trésor « hors réseau classique » (citons le DI, le CPS et le CNGC pour le Nord), l'information en sort difficilement, et il n'est pas toujours aisé de l'y faire parvenir.

Ces derniers mois, les agents du CE de Créteil (le CEC) ont décidé de faire valoir diverses revendications. L'Heure Mensuelle d'Infor-mation du 5 avril a précisé :

- la revalorisation de la prime à 240 euros net
- 2 heures récupérées ou payées pour chaque heure supplémentaire
- 1 journée de récupération par échéance

Pour rendre les choses plus complexes, les agents du CEL sont d'horizons aussi divers que la Redevance, l'Imprimerie Nationale, le D.I., les services administratifs « classiques », ainsi que du privé. Les intérêts n'apparaissent pas toujours être ceux des autres.

L'histoire du progrès social montre pourtant bien que seules des actions collectives solidaires fortes ont une chance. La cohésion du groupe dépend de sa capacité à défendre chacun de ses membres.

Nos sommes toutes et tous des agents du Trésor Public, et c'est tous ensemble (et ce n'est pas pour rien que la droite libérale a dévoyé ce slogan !) que nous devons prendre le parti de nos défendre.



RENCONTRE AVEC UNE FEMME REMARQUABLE



Le 10 mai 2007, dans le cadre des rencontres photographiques, **Mme Agnès Varda** est venu présenté trois courts métrages au cinéma Le Méliès de Villeneuve d'Ascq.

Réalisatrice de documentaires, de fictions, ainsi que photographe, cette dame de près de 80 ans étonne par sa vivacité, sa clairvoyance, et sa gentillesse respectueuse.

Avec plus de 50 années de carrière, renommée sans avoir jamais voulu tomber dans la facilité d'un star système, Agnès Varda mérite amplement qu'on évoque son cas si particulier, surtout parmi les médias actuels.

En effet, elle avoue clairement avoir suffisamment de respect pour ses spectateurs, qu'elle veut leur permettre de réfléchir aux informations qu'elle leur donne, qu'elle leur alloue donc toujours des moments de pause dans ses films, à cette fin.



Agnès VARDA et Jacques DEMY

De « Cléo de 5 à 7 » à « Les Glaneurs et la Glaneuse » en passant par « Sans Toi ni Loi », sans jamais oublier son mari Jacques DEMY, Agnès VARDA offre un cinéma de la générosité et du partage. Des trésors à regarder précieusement.

JOURNÉE(S) INTERCATEGORIELLE(S)

Le lundi 21 mai s'est tenue la 1^{er} des deux journées intercatégorielles 2007.

La performance et la qualité comptable étaient à l'honneur le matin.

L'industrialisation de nos services y côtoie malicieusement la mise en avant de la notion de service public. On sent les vents de la privatisation (l'Accord Global pour la Commercialisation des Services nous menace toujours au niveau européen) souffler dans le sens tant vanté par nos médias.

Comment parler de performance et de qualité quand on nous fixe des objectifs tellement exigeants... qu'ils ne les permettent pas.

L'après-midi, ce fut le tour, entre autre, de la gestion des Ressources Humaines, avec questions ouvertes et réponses fermées.

Les mutations se font bien sur selon les besoins. Pourtant, l'agent d'un poste en sous-effectif n'a finalement que très peu de chance de partir, hormis pour une mutation nationale.

Beaucoup de mise en scène, beaucoup d'intervenants, nous ont laissé partir assez bredouille d'informations précises. Les réponses aux quelques questions qui fâchent étaient noyées dans de longues tirades insignifiantes.

Pour pas mal d'agents (trop ?), les points positifs se sont résumés aux buffets et aux pompes à bière(s).

CHOISIS TON CAMP CAMARADE !!! (BULLETIN D'ADHÉSION)

Nom : _____

Prénom : _____

Grade : _____

Adresse administrative : _____

Tél : _____

À renvoyer à SIID Trésor